

# Les scénarios à long terme du PIB suisse

Les scénarios à long terme du produit intérieur brut (PIB) suisse intéressent de nombreuses agences étatiques, par exemple pour estimer la durabilité des finances publiques, planifier les infrastructures publiques, prévoir les efforts à consentir en matière environnementale et pondérer la stabilité financière macroéconomique. Cet article s'intéresse à la fiabilité de ces scénarios économiques, y compris ceux qui concernent la Suisse.

1 Ce dernier point ne sera pas abordé ici puisque la Suisse n'a que peu d'influence sur ce taux, qui sera donc considéré comme exogène, voire probablement très stable dans le sillage des États-Unis.

2 Le phénomène de convergence n'est pas totalement absent en Suisse: en 1996, après notre propre «décennie perdue», le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé de mettre sur pied une politique de croissance qui a connu des succès. À l'inverse, en 2010, après que la Suisse a remarquablement surmonté la récente crise, la volonté politique de mener des réformes économiques n'est plus visible. Pour le Seco, il est probable que la croissance économique structurelle en subira le contrecoup et ralentira.

3 La BNS dispose d'un modèle de ce genre.

4 Jusqu'à plusieurs millions, depuis l'article de référence de Sala-i-Martin (1997).

## Histoire et théorie économiques

Avant d'être capable de prévoir l'avenir, il faut d'abord une bonne compréhension du passé. Dans ce sens, l'histoire et la théorie économiques ont fait d'énormes progrès, entre autres suite aux travaux pionniers des professeurs Angus Maddison et Robert Barro. Des séries de PIB par habitant calculées en parité de pouvoir d'achat sont actuellement disponibles sur Internet et certaines sont particulièrement parlantes. Des constats simples peuvent en être tirés:

1. *Des tendances à long terme sont visibles pour la plupart des pays.* C'est en particulier le cas des États-Unis, qui se sont remis de la grande dépression et de la Deuxième Guerre mondiale en apparence en restant sur une ligne droite. L'Allemagne et le Japon se sont très vite remis du dernier conflit, qui a presque tout détruit, sauf leur capital humain (voir *graphique 1*).
2. *Il existe des ruptures de tendances.* On observe l'impact des réformes économiques en Chine, en Inde et au Chili. Le Brésil a connu sa «décennie perdue» dès 1980 et la croissance japonaise s'est nettement tassée à partir de 1990 (voir *graphique 2*).
3. *La position économique varie dans le temps.* Le Royaume-Uni a connu une confortable avance jusque dans les années trente. La Suisse ne s'est jamais remise de la crise pétrolière qui s'est cumulée avec un franc suisse fort, une immigration contrôlée et une intégration économique réduite. Par contre, le bien-être relatif de la Norvège n'a cessé de s'accroître depuis son indépendance en 1905.
4. *Les pays les moins développés* peuvent connaître des *taux de croissance fulgurants* jusqu'à ce qu'ils rejoignent le groupe des pays les plus avancés.

Ainsi, pour les spécialistes de la croissance à long terme, il est central de comprendre:

- les phénomènes de convergence;
- les raisons des ruptures de séries;
- le taux de croissance du progrès technologique mondial<sup>1</sup>.

En ce qui concerne le phénomène de convergence, plusieurs études montrent qu'il n'est, en lui-même, pas très fort. Ce serait bien

d'avantage la volonté des pays émergents de se développer et de suivre les politiques les plus adaptées sur une base durable qui fait la différence. Sur ce plan, les exemples historiques ne manquent pas. Ainsi, plus un pays est pauvre, plus les chances sont grandes que ses dirigeants – qui jouent souvent la survie de leur régime face à la mondialisation et aux progrès des pays voisins – se déterminent à élaborer de véritables politiques de croissance. Étant donné que la Suisse fait partie des économies les plus avancées, le phénomène de convergence n'est pas très marqué<sup>2</sup> et sera ignoré.

Les ruptures de tendances sont par contre du plus grand intérêt, y compris pour les pays les plus avancés. Elles s'expliquent souvent par des changements fondamentaux de politiques économiques. Or, la compréhension des facteurs qui ont produit ces ruptures n'est pas seulement essentielle pour la politique économique, elle l'est aussi pour valider la robustesse de certains scénarios à long terme. En n'utilisant que des modèles économétriques, l'incertitude «à la marge» est particulièrement grande, c'est-à-dire qu'il est très difficile, voire impossible, de prédire si le dernier cycle conjoncturel représente une rupture structurelle ou non. Seule une analyse au cas par cas permet d'émettre des hypothèses viables.

## Les facteurs de la croissance structurelle

Pour expliquer la croissance économique à long terme, deux méthodes sont principalement utilisées:

1. *La comptabilité de la croissance*, qui a des fondements théoriques très forts en supposant une fonction de production<sup>3</sup>, mais qui requiert une excellente qualité des statistiques souvent absente.
2. *Les régressions de la croissance*, qui peuvent par contre utiliser toutes sortes de données, mais qui ne peuvent garantir des liens de causalité entre les politiques économiques et la croissance structurelle. Pour compenser ce défaut, il est nécessaire d'utiliser un vaste portefeuille de modèles<sup>4</sup>, de telle manière que les recommandations émises puissent être considérées comme robustes non seulement par rapport aux pays et à l'échantillon, mais également par rapport à la modélisation.

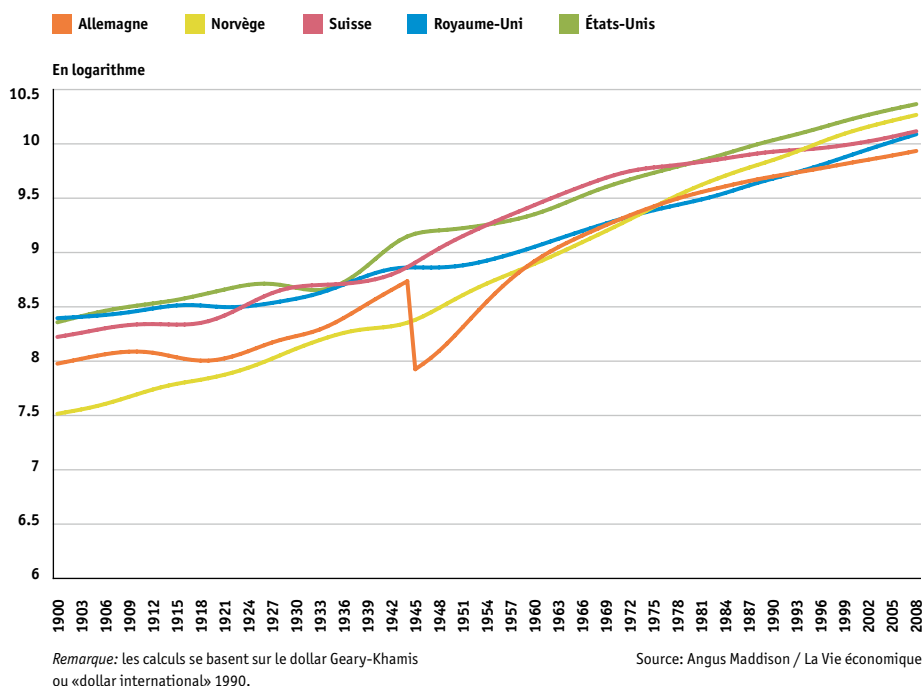


Marc Surchat

Secteur Croissance et politique de la concurrence, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

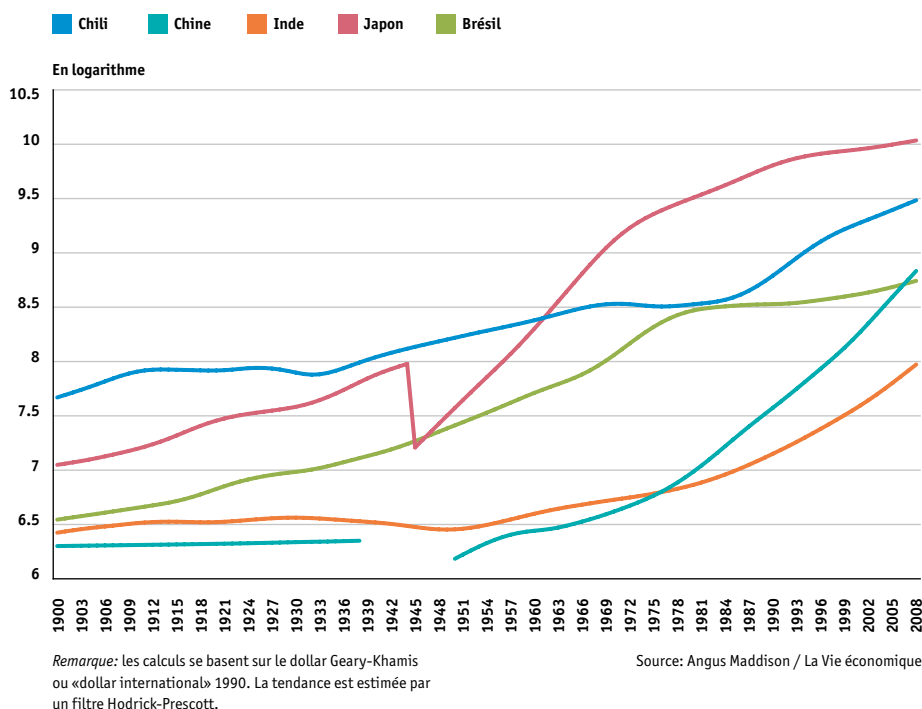
Graphique 1

## Évolution tendancielle du PIB/hab., en logarithme, 1900 – 2008



Graphique 2

## Évolution tendancielle du PIB/hab., en logarithme, 1900 – 2008



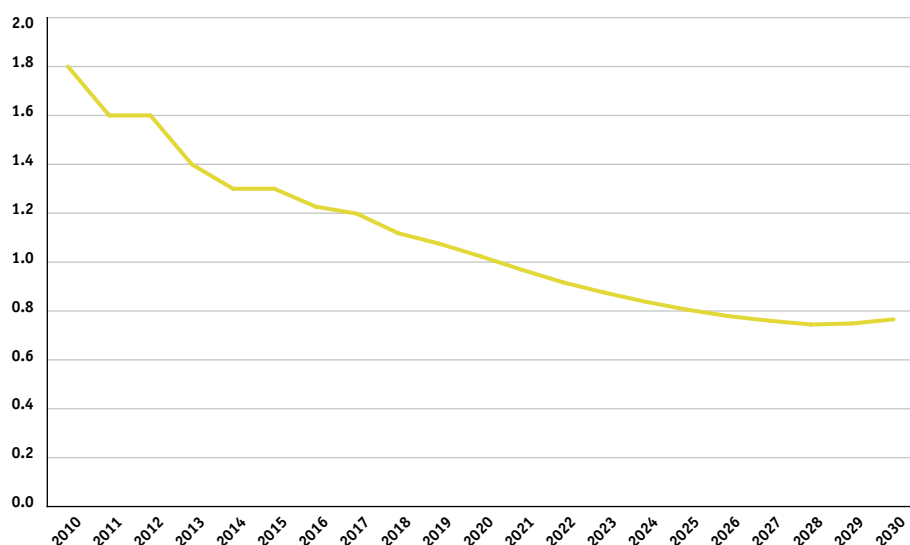
Au regard des résultats obtenus dans la littérature, la croissance à long terme ne peut pas s'expliquer par une recette miracle. Par contre, il a été démontré que, presque systématiquement, il est nécessaire d'inclure dans la modélisation un ensemble complexe d'au moins cinq facteurs de croissance<sup>5</sup>. Ceux-ci peuvent par exemple être choisis dans la ty-

pologie suivante des «défis de la croissance», laquelle est parfois utilisée par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco):

1. La *mondialisation*: l'ouverture économique est pour la plupart des pays le moteur des réformes économiques amenant à la croissance. Pour la Suisse, la libéralisation des échanges internationaux de services devient de plus en plus essentielle.
2. La *mobilisation du facteur travail*: chaque pays semble avoir ses propres défis à surmonter (marché dual, flexibilité, chômage des jeunes, incitations des assurances sociales, etc.). Pour la Suisse, le vieillissement démographique et l'intégration des immigrants sont les deux facteurs principaux à considérer.
3. La *société du savoir*: l'évolution rapide des technologies mondiales implique que chaque pays doit avoir les capacités nécessaires pour les absorber. La Suisse ne peut pas compter sur la libre circulation pour résoudre ce problème et devra consentir des investissements propres de plus en plus importants dans le capital humain. Accompagnés de conditions-cadre adéquates, ceux-ci auront un impact très positif sur la capacité d'innovation.
4. La *mobilisation du facteur capital*: les pays émergents sont principalement concernés (exemple: la problématique du droit de propriété). En Suisse, le marché immobilier semble très rigide en comparaison internationale, avec une faible réaction aux signaux du marché.
5. Les *régimes de marché*: dans les pays développés, des marchés libéralisés et flexibles sont les principaux facteurs de croissance de la productivité. Le potentiel en Suisse pour de nouvelles réformes ne manque pas. L'accent pourrait être mis sur les infrastructures publiques dans les prochaines années.
6. La *gouvernance publique et privée*: la qualité des institutions est centrale pour assurer la durabilité d'un succès économique. L'expérience récente de la crise financière ne fait que confirmer ce point. En Suisse, des structures de gouvernance macroprudentielle devront être mises sur pied, y compris pour les «too big to fail».
7. La *stabilité macroéconomique*: elle reste un problème et pas seulement pour de nombreux pays en voie de développement. L'assurer consiste notamment à gérer les déséquilibres mondiaux potentiellement déstabilisants (comme ceux provenant d'un endettement public excessif). Pour la Suisse, cela se répercute sous la forme d'un franc fort et de barrières de plus en plus fréquentes à l'encontre des flux de capitaux à l'étranger.

Graphique 3

Évolution du taux de croissance structurel du PIB suisse selon le scénario «trend» du Seco, en % par an, 2010 – 2030



Source: SECO / La Vie économique

8. *La maîtrise des contraintes environnementales*: l'environnement local et l'épuisement des ressources naturelles reste le principal défi de nombreux pays. Pour la Suisse, le découplage des émissions de gaz à effet de serre et de la croissance représente le principal défi; celui-ci concerne également la production d'énergie et la mobilité.

Si une rupture de la croissance structurelle est observée, soupçonnée ou crainte, son origine doit pouvoir se trouver dans la liste ci-dessus. Par exemple, la question s'est posée de savoir si le taux de croissance structurel de chaque pays allait être affecté par la crise financière. La politique économique s'est, toutefois, très rapidement concentrée sur la mobilisation du facteur capital, la gouvernance et l'ouverture économique.

Pour ce dernier point, des messages très clairs ont été émis sur la nécessité d'éviter le retour au protectionisme. Même si plusieurs États n'ont pas été exemplaires et que le cycle de Doha pourrait échouer, dans l'ensemble, aucune vague protectionniste n'a été observée, alors qu'une aide massive au financement du commerce mondial décidée par le G20 a probablement été un des meilleurs investissements pour sortir de la crise. Aujourd'hui, on peut constater que la mondialisation se poursuit à un rythme soutenu.

Pour le facteur capital, de nombreux pays n'ont pas été affectés. C'est en particulier le cas des pays émergents qui dépendent peu d'un financement international et ont recours à leur épargne nationale. Pour les

pays développés, les investissements ont été poussifs jusqu'en 2010, alors que l'endettement public atteignait des niveaux non soutenables. Une large incertitude pour la croissance structurelle existait alors. En 2011, cependant, des signes encourageants ont été observés permettant d'espérer que la crise n'aura pas de conséquences graves sur l'accumulation du facteur capital, si plusieurs pays adoptent un plan crédible d'assainissement de leurs finances publiques.

Il reste, toutefois, le problème de la gouvernance, qui devrait pouvoir être résolu prochainement. Comme la volonté semble exister de relever ce dernier défi et qu'il n'est pas évident que les autres facteurs de croissance aient connu une rupture après la crise, on peut être relativement confiant: la crise a certes été une épreuve considérable, mais le taux de croissance structurel de la plupart des pays ne sera pas durablement affecté. Cette opinion est soutenue par l'OCDE, alors que les dernières estimations économétriques, bien que n'étant pas encore significatives, n'excluent pas un retour vers le taux de croissance structurel existant avant la crise.

## Le cas suisse

Les considérations précédemment émises sont appliquées au Seco pour établir des scénarios de croissance à long terme du PIB suisse en quatre étapes.

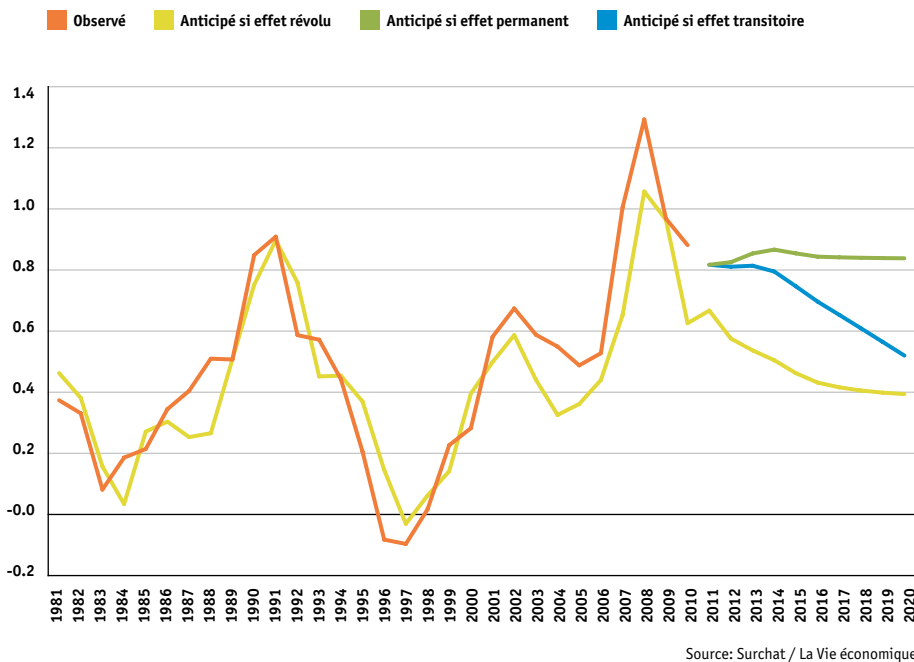
*Premièrement*, étant donné la qualité des séries statistiques disponibles pour l'instant et les difficultés à établir une comptabilité fiable de la croissance, le Seco a adopté le modèle de croissance le plus simple. Selon cette approche, la croissance structurelle du PIB est égale à la croissance des équivalents plein temps dans des scénarios démographiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS) plus une estimation de la croissance de la productivité apparente structurelle.

*Deuxièmement*, la croissance de la productivité apparente structurelle en équivalents plein temps a été estimée à 0,9%. La robustesse de cette estimation a été confirmée par une batterie de tests économétriques les plus divers (en changeant l'échantillon, avec une approche ascendante en partant des secteurs économiques, en utilisant le stock de capital, etc.). Cela est une particularité suisse, étant donné que dans les autres pays ce paramètre est celui qui est le plus difficile à anticiper dans le long terme. Une analyse structurelle similaire à celle de la section précédente montre qu'il ne faut pas s'attendre à ce que ce chiffre de 0,9% par an change au cours du présent cycle conjoncturel ou par la suite. Plusieurs éléments indiquent un affaiblissement possible. Ce chiffre doit donc être consi-

5 Ce constat confirme également que les politiques de croissance doivent agir sur plusieurs plans pour avoir du succès.

Graphique 4

Évolution du solde migratoire net selon différents scénarios, en % de la population active en équivalent plein temps, 1981 – 2020



déré comme plutôt optimiste, tout en restant dans la marge d'erreur de la plupart des estimations.

Troisièmement, plusieurs scénarios peuvent être formulés pour les équivalents plein temps. Alors que, dans d'autres pays, les séries sur l'évolution démographique sont les plus fiables à long terme – elles dépendent de taux de natalité et de mortalité relativement prévisibles –, c'est le contraire en Suisse en raison de la volatilité de l'immigration. Dans le scénario démographique «trend» de juin 2010, le taux d'immigration nette a été fixé à environ 1,5% par an à partir de 2030, soit la moyenne observée dans les décennies précédentes en supposant que la libre circulation des personnes perde progressivement de son influence. Le Seco a approuvé cette hypothèse, étant donné que jusqu'en 2009 l'immigration pouvait s'expliquer assez simplement par la conjoncture plus un effet particulier temporaire de la libre circulation. En utilisant le taux de croissance des équivalents plein temps de l'offre de travail selon le scénario démographique «trend» de l'OFS et en supposant un taux de croissance structurel de la productivité de 0,9%, le taux de croissance du PIB évolue comme dans le graphique 3. Cependant, après la dernière crise, soit en 2010, l'instabilité à la marge des prévisions sur l'immigration nette a fortement augmenté, ce qui n'est pas inhabituel pour la Suisse. Cette fois-ci, une analyse structurelle ne permet plus d'exclure la persistance de vagues migratoires au regard des problèmes rencontrés par la zone euro. D'autres scénarios

de croissance sont donc envisageables avec un essor démographique qui se poursuivrait à long terme. Le graphique 4 montre les trois possibilités:

- le scénario «trend» de l'OFS est très proche d'un modèle dans lequel la libre circulation perd ses effets dès 2011;
- si la libre circulation induit un effet permanent, le solde migratoire restera élevé et la population évoluera de manière similaire au scénario de très forte immigration de l'OFS;
- la crise dans la zone euro prolonge l'effet de la libre circulation pour quelques années. Malgré tout, celui-ci s'atténue progressivement jusqu'en 2022, si les pays de provenance des migrants retrouvent leur dynamisme économique (Allemagne) ou surmontent progressivement leurs difficultés actuelles (pays du sud de l'Europe)<sup>6</sup>.

Quatrièmement, les séries chaînées des taux de croissance structurelle du PIB sont accompagnées d'une estimation du PIB potentiel employant une méthode similaire à celle utilisée pour le frein à l'endettement.

## Conclusion

La théorie et les estimations économétriques ont fait de grands progrès ces vingt dernières années pour expliquer les taux de croissance structurels observés. Malgré tout, des problèmes d'instabilité à la marge dans l'établissement des scénarios de croissance à long terme demeurent et empêchent de les rendre fiables. Une analyse de la nature structurelle des cycles conjoncturels aide à surmonter ce problème sans pouvoir le résoudre entièrement.

En Suisse, le taux de croissance structurel de la productivité apparente du travail est très robuste, même après la dernière crise; il demeure, cependant, très bas en comparaison internationale et aucune raison n'autorise à faire preuve d'optimisme pour l'avenir. Il reste, par contre, très difficile d'estimer le niveau structurel de l'immigration nette. C'est pourquoi d'autres scénarios que le modèle «trend» méritent d'être considérés lorsque les offices fédéraux veulent décrire la croissance à long terme du PIB. ■

6 Ce dernier scénario impliquerait globalement une croissance structurelle démographique supérieure, jusqu'à 0,2% par an, dans la prochaine décennie. Contrairement aux apparences, cela n'est pas modeste et a des implications dans le financement des assurances sociales et celui des infrastructures publiques.